

EUROPE INFO HEBDO



ISRAËL PALESTINE, INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET GLYPHOSATE

Cette semaine est prolifique comme l'œuvre d'Amélie Nothomb. Stupeur et tremblements face aux horreurs dont sont victimes les civils, dont les déroutantes réponses depuis l'Union européenne illustrent d'inquiétants métaphysique des tubes et psycho-pompes, ainsi qu'un fait du Prince difficile à saisir. Face à tous ses tourments, l'hygiène de l'assassin en Ukraine est toujours aussi stricte. Difficile dans ces conditions de garder le cap sur ce qui était - et devrait - être notre quotidien : le faussement impressionnant péplum de la réforme des traités, les vagues inquiétudes liées à l'IA dans le Robert des noms propres, les tièdes rebondissements du sabotage amoureux franco-allemand, et les catilinaires presque hors sujet des défenseurs d'herbicides.

Elise BERNARD,
Edouard GAUDOT,
Iris HERBELOT,
Tom LANDFRIED,

Avec la précieuse assistance de Zaineb EL BOUDOUR EL IDRISSEI et Carla BOYER.

EUROPE GÉOPOLITIQUE

ISRAËL, PALESTINE, STUPEUR ET TREMBLEMENTS

Ukraine, Caucase, et maintenant Levant, avec ce "retour des guerres majeures" le Général Pierre Schill, chef d'Etat major de l'armée de terre française exhorte la France et l'Europe au réarmement, à la fois intellectuel et matériel. Mais rien ne souligne mieux l'impréparation et les difficultés de la politique étrangère européenne que le conflit israélo-palestinien.



- Samedi 7 octobre, 50 ans après le déclenchement de la guerre du Kippour, l'offensive du Hamas a ramené dans l'effroi et le fracas, sur le devant de la scène mondiale, un des plus vieux conflits de l'après Seconde Guerre mondiale.
 - Une guerre que les crises successives, la guerre en Ukraine et surtout une sorte de tolérance lasse et tacite pour la politique de contrôle des territoires occupés (vu de Jérusalem, ce serait même l'échec majeur de la stratégie de B. Netanyahu) avaient progressivement relégué à l'arrière-plan de nos consciences.
 - "C'est le gouvernement le plus dur qu'Israël ait connu depuis sa création qui se trouve confronté à l'humiliation la plus grande sur le plan de la sécurité", l'offensive est une "humiliation totale" pour le pouvoir israélien estime Dominique Moïsi, sur Franceinfo.
- Le contraste avec le conflit ukrainien est saisissant : l'offensive du Hamas vise femmes, enfants, personnes âgées et semble se vanter de cette barbarie contre des êtres tout à fait innocents. A la recherche du ton et des mots justes, l'Union européenne prend conscience qu'elle pèse très peu sur le conflit, malgré sa présence financière et politique.
 - Elle ne peut être considérée comme un acteur majeur tant qu'elle restera profondément divisée sur l'attitude à adopter dans un conflit où sa mauvaise conscience historique, ses valeurs et ses intérêts sont loin d'être alignés.
 - Passé le choc de la terreur devant les récits et les images du carnage causé par le Hamas sur des civils, et l'expression de leur solidarité avec Israël, les Européens s'inquiètent aussi à juste titre de la violence de la réaction militaire israélienne et de ses dérives.
 - Une crainte justifiée par les propos guerriers du ministre israélien de la Défense.
- Dans une analyse à chaud, l'ECFR propose une série de recommandations pour une réponse européenne adaptée, et éviter la menace de l'embrasement de la région - une crainte partagée par certains acteurs régionaux majeurs.
 - La première suggestion relève du bon sens : veiller à l'équilibre des positions et surtout éviter l'accusation de double standard comme le rappelle d'ailleurs le parti espagnol "Sumar", membre de la coalition gouvernementale espagnole qui occupe l'actuelle présidence du Conseil de l'UE.
 - L'ECFR suggère aussi de travailler aux côtés de l'Égypte et du Qatar pour mettre en garde contre le « ciblage et la détention délibérés d'Israéliens » et d'ouvrir des « canaux humanitaires » pour soutenir les Palestiniens.
 - Sur la délicate question de l'aide européenne, l'ECFR suggère le maintien, car sa suppression renforcerait évidemment la mainmise du Hamas sur les populations de Gaza.

EUROPE GÉOPOLITIQUE

FINANCEMENTS, ISRAËL, PALESTINE, MÉTAPHYSIQUE DES TUBES

Dès le 9 octobre 2023, Olivér Várhelyi, commissaire à l'Élargissement et à la Politique européenne de voisinage, avait déclaré que la Commission européenne réexaminerait son aide à la Palestine (€691 millions) et annoncé la suspension immédiate de tous les paiements, la mise en revue de tous les projets, le report de toutes les nouvelles propositions budgétaires jusqu'à nouvel ordre et l'évaluation complète de l'ensemble du portefeuille.



- Les propos du commissaire hongrois confirment sa réputation de « plus fervent allié » de Benjamin Netanyahu, Premier ministre d'Israël, dans l'UE.
 - Il avait, depuis 2021, déjà bloqué de nombreuses aides, accusant les manuels scolaires palestiniens d'inciter à la violence.
 - La proximité du Commissaire hongrois avec Viktor Orban, soutien indéfectible du Premier Ministre israélien peut expliquer ce zèle.
 - Passé le moment de surprise de cette annonce choc, la Commission a amendé sa position, affirmant que le Commissaire Várhelyi n'aurait pas consulté ses collègues commissaires, y compris la présidente de la Commission.
 - Hypothèse remise en cause par les positions de celle-ci sur le conflit qui restent très marquées par sa nationalité et ses anciennes fonctions gouvernementales (ministre de la Défense en Allemagne).

- La cacophonie européenne résonne à tous les étages. La Commission européenne a affirmé que « comme aucun paiement n'était prévu, il n'y aura pas de suspension des paiements ».
 - Le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, rappelle que « la révision de l'aide de l'UE à la Palestine annoncée par la Commission européenne ne suspendra pas les paiements dus, comme le précise le communiqué de presse de la Commission ».
 - Cela sous-entend qu'il existe bel et bien des « paiements dus ».
 - Le commissaire chargé de la gestion des crises, Janez Lenarčič, a confirmé la pérennité de l'aide humanitaire vers les territoires palestiniens « aussi longtemps que cela est nécessaire ».
 - Jamais en reste d'une dispute avec Ursula von der Leyen, le président du Conseil européen, Charles Michel, se positionne sur la même ligne.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

ISRAËL, PALESTINE, FINANCEMENTS, DROITS FONDAMENTAUX, LE FAIT DU PRINCE

L'UE est actuellement présentée comme le premier pourvoyeur de fonds aux Palestiniens, depuis l'adoption, en 2013, d'un plan d'action pour une coopération économique et politique jusqu'en 2025, explique le président de la commission des affaires européennes du Sénat, Jean-François Ropin.



- À l'heure actuelle, la politique européenne de sécurité et de défense commune (PSDC), dont les objectifs sont définis à l'article 42 du TUE, poursuit deux missions civiles dans les Territoires palestiniens.
 - On y trouve la mission de soutien à la police dans les territoires palestiniens, EUPOL Copps
 - Elle vise la construction d'institutions pour un futur État palestinien en soutenant la réforme et le développement de la police civile palestinienne et en renforçant le système de justice pénale.
 - Y est aussi stationnée la mission d'assistance au poste frontière de Rafah, EUBAM Rafah.
 - Elle assure la présence d'un tiers au point de passage de Rafah, surveille les opérations entre la bande de Gaza et l'Égypte.
 - Elle veille à la liaison entre les autorités palestiniennes, israéliennes et égyptienne et contribue à l'amélioration de la coopération transfrontalière entre les différentes agences frontalières.
- Au-delà du soutien précité en faveur de la paix et la sécurité internationales, le retrait de cette aide aurait des conséquences désastreuses sur les territoires palestiniens.
 - L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens s'inquiète de "l'enfer que Gaza est en train de devenir" et de l'effondrement qui menace.
 - Le nombre de personnes contraintes de fuir leurs domiciles dans la bande de Gaza a augmenté de 25 % au cours des dernières 24 heures, s'inquiète l'organisation "sœur du Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies".
 - L'UNICEF indique que certains Palestiniens ont commencé à boire de l'eau de mer, très salée, et contaminée par 120.000 m3 d'eaux usées non traitées chaque jour
 - Quatre Palestiniens sur cinq dépendent de l'aide internationale pour répondre à leurs besoins humains fondamentaux
 - L'ultimatum de l'armée israélienne a redoublé le danger, s'inquiète Josep Borrell au nom de l'UE.
 - Josep Borell, chef de la diplomatie de l'UE, a rappelé qu'Israël ne peut se prévaloir du droit de légitime défense à tout prix.
 - Il souligne que certains actes, « comme couper l'eau, couper l'électricité, couper les vivres à une masse de civils, sont contraires au droit international ».
 - Des propos inhabituels de fermeté pour un haut responsable de l'Union européenne, selon le journal Euractiv.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

ISRAËL, PALESTINE, ETATS-UNIS, HONGRIE, PSYCHO-POMPES

Enfin, une écrasante majorité des États membres, s'est prononcée pour la poursuite du versement de l'aide palestinienne. L'Union européenne, en tant que grand financeur de la Palestine, s'était engagée à fournir un soutien financier de 1,18 milliard d'euros entre 2021 et 2024 pour la Cisjordanie et la bande de Gaza. Néanmoins, reste soutenue une révision de l'aide au développement octroyée par l'Union afin d'investiguer si les fonds européens ont contribué au financement des « activités terroristes du Hamas », reporte M. Borrell.



- Cela est également soutenu, entre autres, par l'Autriche, la Suède, le Danemark et l'Allemagne
 - Matthew Miller, porte-parole du Département d'État américain, a salué la « marche arrière » européenne.
- Face aux déclarations de la Commission européenne, de nombreux États membres ont témoigné leur opposition à la suspension de l'aide européenne
 - L'Irlande, l'Espagne, le Portugal et le Luxembourg questionnent la compétence de la Commission à prendre de telles mesures, qui seraient dénuées de toute « base juridique » puisque la politique étrangère se décide à l'unanimité des États membres.
 - Plusieurs diplomates européens ont expliqué être « mécontents des actions de la Commission européenne »
 - Seules la Hongrie et la République tchèque auraient défendu la position de l'exécutif européen.

- Les États membres avancent en ordre dispersé sur la question des aides, comme le montre cette carte du Grand Continent.

- L'Allemagne et l'Autriche avaient déjà suspendu toute aide aux territoires palestiniens.
 - L'aide bilatérale allemande de 125 millions d'euros a ainsi été suspendue dans l'attente d'un examen approfondi.
 - Selon le porte-parole du gouvernement, « cela signifie que (l'aide) n'est pas versée pour le moment, pendant le contrôle, mais cela ne veut pas dire que cela est arrêté ».
 - L'aide autrichienne de 19 millions d'euros a également été suspendue, faisant ainsi d'autant plus ressentir la pression sur l'UE
 - La France a également témoigné de sa volonté de poursuivre l'aide de l'aide humanitaire palestinienne

Crimes de guerre, crimes contre l'humanité, terrorismes... Derrière les batailles sémantiques qui agitent les scènes politiques, en particulier dans les gauches européennes où la tension entre soutien aux luttes anticoloniales et préventions contre l'antisémitisme, se joue en fait la qualification juridique des faits perpétrés par chacune des parties au conflit.



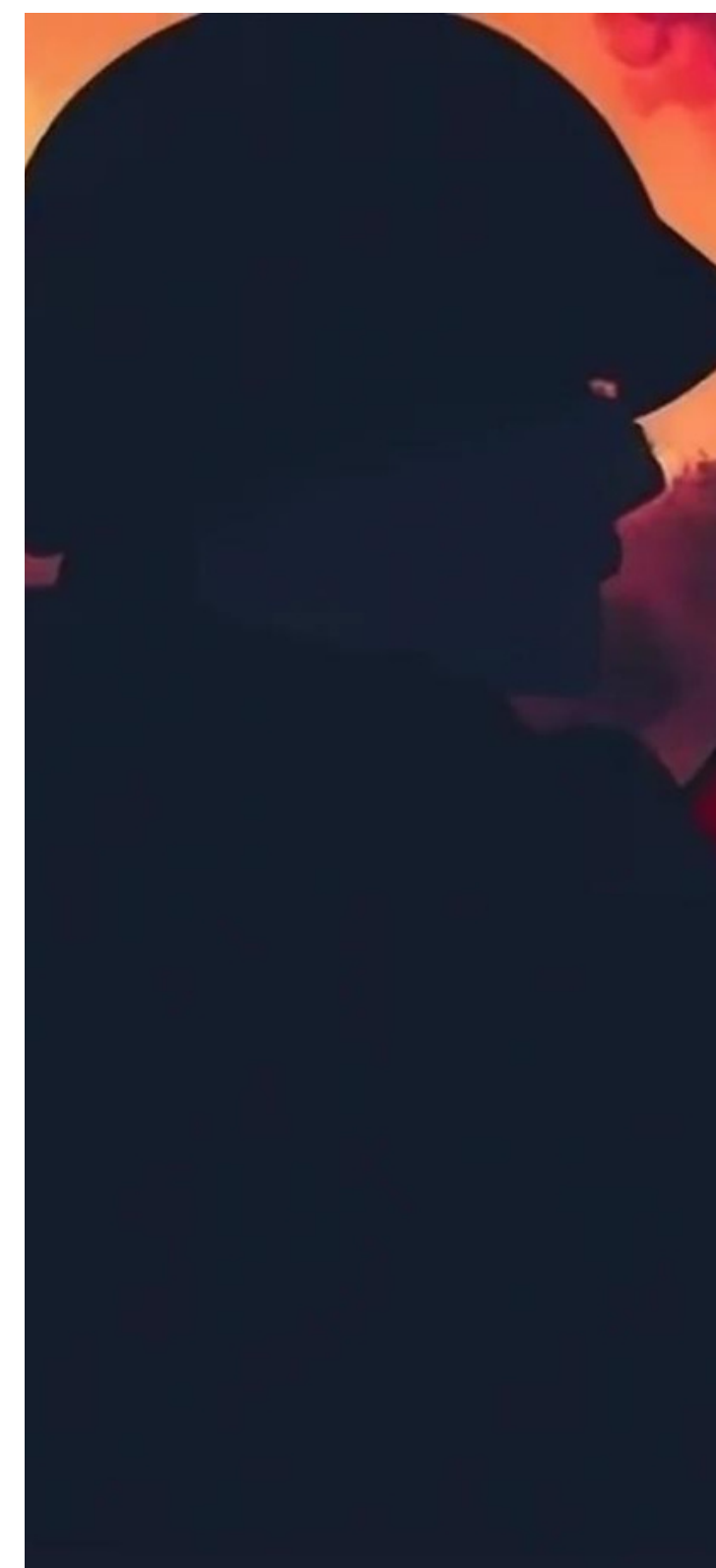


EUROPE GÉOPOLITIQUE

UKRAINE, RUSSIE, PRÉSIDENTE ESPAGNOLE, HYGIÈNE DE L'ASSASSIN

Le roseau plie mais ne rompt pas. Ce n'est pas parce que nos yeux et nos consciences se tournent vers le Caucase, ou le Proche Orient, que la guerre en Ukraine suspend son cours. Les craintes du président Zelensky que ce nouveau front ne détourne les attentions, solidarités et promesses d'aide de la cause ukrainienne ne sont pas infondées.

- Même si la Commission européenne a réaffirmé son soutien, l'évolution du conflit vers une guerre d'usure a un coût humain et matériel de plus en plus lourd.
 - La Russie cherche désormais à épuiser les troupes rivales en faisant durée les combats, notamment avec l'aide de drones de combat.
 - Elle cible également en force les systèmes électriques afin d'affaiblir les forces ukrainiennes avant l'hiver.
 - Selon les estimations du New York Times plus de 70 000 militaires ukrainiens ont été tués et 100000 à 200000 autres blessés depuis le début de l'invasion, s'appuyant sur des indications de responsables américains sous couvert de l'anonymat.
 - Le bilan russe serait bien plus lourd, avec 120 000 morts et 170 000 à 180 000 blessés, mais les réserves russes sont nettement plus importantes.
 - Depuis une semaine, les bombardements russes continuent de pilonner l'Ukraine.
 - La stratégie de la Russie semble clairement d'imposer la terreur avant l'hiver selon Andriy Yermak, chef du cabinet de la présidence ukrainienne.
 - De son côté celle-ci réplique par des attaques ciblées, et des gains marginaux dans sa contre-offensive.
- Lors du Sommet Européen de Grenade le 5 octobre 2023, une rencontre a eu lieu entre E. Macron et V. Zelensky où le Président français a réaffirmé son soutien inconditionnel à son homologue ukrainien.
 - Il lui demande ses besoins, notamment « en matière de résilience civile », à l'approche de l'hiver.
 - Au même moment, une frappe russe faisait "plus de 48 morts" dans la région de Kharkiv, dans l'est de l'Ukraine, rappelant frontalement la réalité du conflit.
 - La prolongation du conflit et le risque d'usure du soutien occidental rendent l'Ukraine plus conciliante avec les alliés dont elle dépend pour sa survie.
 - Après le sommet de Grenade, Kiev a annoncé avoir arrêté les poursuites engagées auprès de l'OMC contre plusieurs pays frontaliers de l'UE, qui avaient pris des restrictions sur ses exportations de céréales.
 - Cette décision pourrait faciliter son processus d'adhésion dont le résultat semble quasiment acquis à l'horizon 2030 selon Charles Michel.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

ÉLARGISSEMENT, TRAITÉS, FRANCE, ALLEMAGNE, PEPLUM

La perspective d'élargissement à l'Ukraine (entre autres) ne cesse de souligner l'inadéquation de l'architecture institutionnelle de l'UE. Dans leur rapport "naviguer en haute mer" publié fin septembre 2023 et rapporté par Olivier Costa, chercheur au CNRS et Daniela Schwarzer, professeure à la Freie Universität de Berlin, les douze experts franco-allemands avancent plusieurs propositions pour mener de front l'approfondissement et l'élargissement de l'UE.

- Parmi ces propositions, une réforme visant à simplifier les votes à la majorité qualifiée au sein du Conseil de l'UE et au Conseil européen devrait facilement remporter des soutiens.
 - D'autres visent à implémenter le système de réduction du Collège de la Commission, notamment en prévision d'un élargissement qui viendrait grossir le nombre de Commissaires européens, fixé par le Traité de Lisbonne à deux tiers des Etats membres.
 - La limitation de l'élargissement numérique porte également sur le Parlement, préconisant de conserver la limite de 751 députés européens même après élargissement, impliquant possiblement une redistribution des sièges par pays.
 - Le rapport inclut également une proposition sur une chaîne de communication permanente et renforcée entre les institutions judiciaires, notamment les Cours de Justice, européennes et nationales.
- Concernant l'élargissement, la vision est plus audacieuse et rompt avec le discours habituel.
 - Le rapport envisage une Europe à quatre niveaux, institutionnalisés plus ou moins intensément.
 - Ainsi, le noyau serait la zone euro et l'espace Schengen, au cœur des valeurs de convergence et de libre-échange européennes.
 - Un deuxième niveau serait celui de l'Union européenne, composée de ses Etats membres actuels et futurs.
 - Le troisième niveau serait un statut de membre associé, centré autour de l'accès au marché unique, mais sans perspective d'intégration obligatoire, et donc, de convergence avec les autres valeurs prônées par l'UE.
 - Un quatrième niveau, enfin, sort du cadre de l'Etat de droit européen, et consisterait en des accords bilatéraux entre l'UE et des pays sur des politiques spécifiques comme l'énergie ou les flux migratoires. Là encore, sans perspective d'intégration européenne.
- La différence de cette Coopération Politique Européenne (CPE) avec l'actuelle serait un rôle de coordination accru de la Commission européenne, ainsi qu'une mobilisation facilitée du budget de l'UE.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

IA GÉNÉRATIVE, RÉGLEMENTATION, ROBERT DES NOMS PROPRES

L'intelligence artificielle, plus particulièrement l'intelligence artificielle générative, est au cœur d'une collaboration en devenir entre l'Union européenne et le Japon.



- Partageant le constat du besoin d'une régulation, les deux parties soulignent notamment la nécessité de traiter différemment l'IA de base et l'IA générative.
 - Cette dernière avec son potentiel de créer du contenu original, présente des risques spécifiques, notamment en matière de désinformation.
 - Pourtant, tout effort réglementaire doit s'assurer de ne pas entraver la croissance des entreprises, garantissant ainsi une croissance économique saine.
 - Il est intéressant de souligner que, malgré ce rapprochement, le Japon se montrait jusqu'ici réticent à réguler l'IA en juin 2023, qui jouit dans la société nippone d'une grande confiance et d'une bonne intégration.
 - La Chine, pour sa part, a déjà mis en place des réglementations similaires en août 2023.

- Nous l'avons vu, en Europe, les membres de l'UE envisagent des restrictions spécifiques pour les IA conversationnelles, qui se démocratisent rapidement.

- Ces réglementations s'inspirent en partie de la Digital Services Act (DSA) et, si elles sont adoptées, elles représenteraient une première en Europe.
- L'IA Act est très attendu en Europe, avec une version finale prévue pour début 2024.
 - Ses ambitions sont claires : instaurer des normes de transparence pour les systèmes d'IA en interaction avec les individus, établir des directives pour le contrôle du marché et minimiser les risques, tels que les cyberattaques ou la désinformation.
 - Une fois en vigueur, l'IA Act concernerait tous les utilisateurs de systèmes d'IA au sein de l'Union, qu'ils soient particuliers, entreprises, autorités publiques ou autres organismes.

- Cependant, des entreprises numériques majeures, notamment françaises et allemandes, appellent à la prudence.

- Elles pressent les législateurs d'adopter une approche réglementaire souple pour ne pas handicaper la compétitivité et l'innovation européennes, surtout face à la puissance innovatrice des géants technologiques américains et chinois.
- Cette inquiétude est également partagée outre-Atlantique.
 - Le département d'Etat américain a évalué les implications potentielles de l'IA Act européen.
 - Il craint qu'il ne décourage les investissements dans la technologie et la recherche et qu'il favorise les grandes entreprises au détriment des plus petites.



GREEN DEAL

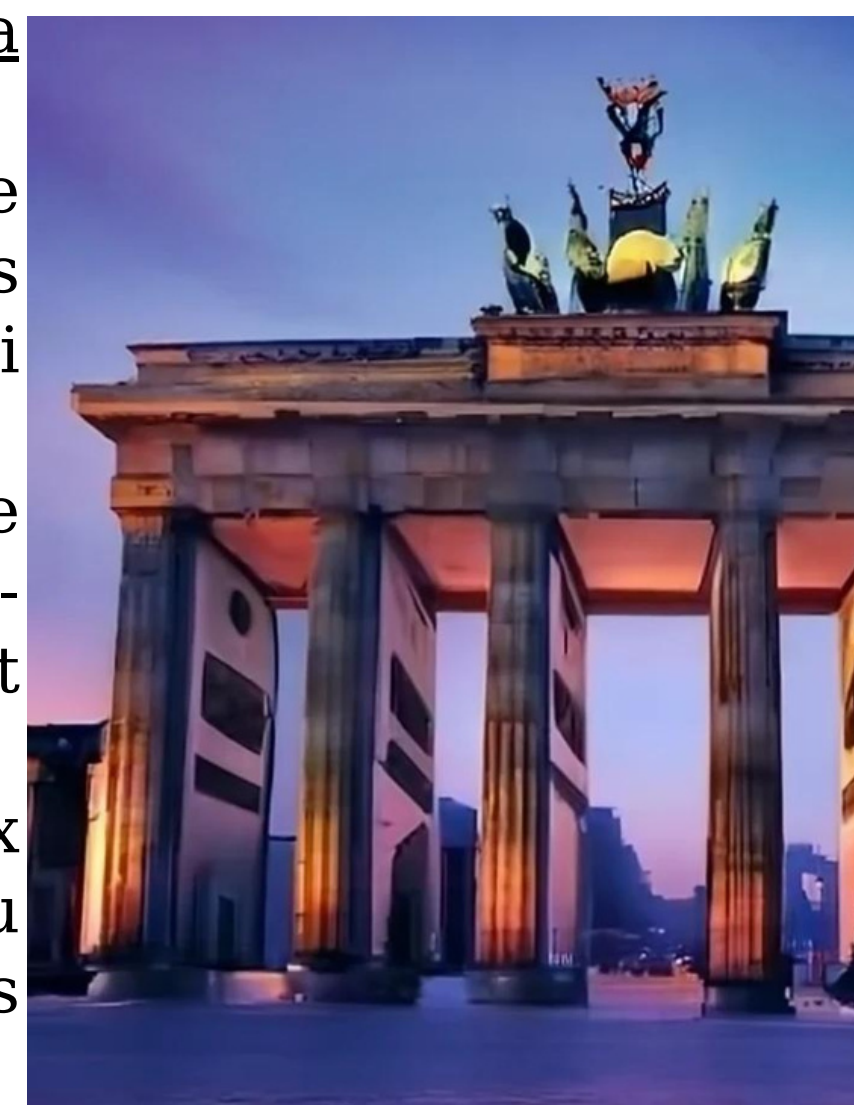
FRANCE, ALLEMAGNE, INDUSTRIES, AUTONOMIE ÉNERGÉTIQUE, LE SABOTAGE AMOUREUX

Le courant passe mal entre Paris et Berlin. La réforme du marché de l'électricité et surtout les arbitrages entre renouvelables et nucléaire grippent le moteur franco-allemand. Lors d'un sommet ordinaire à Hambourg, Emmanuel Macron, Olaf Scholz et leurs ministres ont tenté de parvenir à des compromis.



- Bien que l'Elysée ait annoncé que l'objectif de la rencontre était de "nourrir la relation au-delà des affaires courantes", les tensions sous-jacentes prédominent.
- En jeu, la rivalité industrielle et surtout le coût de l'énergie dans le contexte de sortie du gaz russe et d'explosion des prix de l'électricité.
 - Berlin doit faire face à une remise en cause profonde et douloureuse de ses certitudes industrielles et craint la désindustrialisation.
 - Les discussions ont porté sur la transformation industrielle et le renforcement de la souveraineté technologique de l'Europe.
 - Avec un modèle fondé sur trois dépendances majeures, les USA pour la défense, la Russie pour le gaz à bas prix et la Chine pour la sous-traitance, la consommation et les investissements, les évolutions géopolitiques et les exigences du green deal forcent l'Allemagne à tout remettre en question.

- L'énergie est devenue le point central de discorde, en particulier la concurrence dans les énergies décarbonées.
 - Alors que l'Allemagne a renoncé à l'énergie nucléaire, elle s'inquiète de la concurrence du nucléaire français dont les investissements productifs anciens sont aujourd'hui complètement amortis.
 - La France demande que les subventions au développement de nouveaux actifs nucléaires par le biais de contrats publics-privés, dits « pour différence » (CfD), puissent également prévaloir pour les actifs nucléaires existants.
 - Une réforme du marché de l'électricité conforme aux vœux français viendrait donc avantager l'industrie française au détriment de l'Allemagne - et des autres puissances industrielles européennes.



- Outre la récession et l'inflation record (7,9% en 2022, la plus élevée depuis la Seconde Guerre mondiale), c'est tout le modèle allemand qui est en danger, comme l'explique un expert dans cette analyse pour le Figaro.



GREEN DEAL

AGRICULTURE, LES CATILINAIRES

Après la manipulation des données scientifiques, l'instrumentalisation de la justice : le feuilleton de la prolongation du glyphosate n'en est pas à sa dernière saison. Alors que la Commission européenne propose de prolonger de 10 ans l'utilisation de cet herbicide dénoncé pour ses effets dangereux sur la santé des sols, des fermiers et des consommateurs, les premiers contentieux liés à son exposition commencent à se profiler à l'horizon.

- C'est en France qu'a été reconnue pour la première fois une victime prénatale du glyphosate
 - La mère de la victime avait été exposée au glyphosate lors de sa grossesse.
 - L'enfant était alors né avec des « malformations lourdes de l'œsophage, du larynx et de la trachée »
 - En 2017, la mère a porté plainte contre Bayer-Monsanto, qui s'est récemment révélé comme ayant caché aux autorités européennes des études sur la neurotoxicité des pesticides (cf EIH du 02/10/2023)
 - Une commission d'expert du FIVP (Fonds d'indemnisation des victimes de pesticides) admet le lien de causalité entre les malformations de l'enfant et l'exposition au glyphosate.
 - La victime, aujourd'hui adolescent, sera alors indemnisé à hauteur de 1.000 euros par mois, montant pouvant être revu à la hausse d'ici 2025.
 - Ce précédent établi ouvrirait la voie à de nouvelles condamnations.
- Dans Le Point, la journaliste Géraldine Woessner - qui en a fait un cheval de bataille depuis quelques années - dénonce « un avis mal compris du FIVP » et une "manipulation".
 - Elle explique que l'avis rendu par l'institution ne mentionne qu'un lien de causalité « plausible » entre l'exposition aux pesticides et la pathologie de l'enfant.
 - De plus, l'avis serait paru le 10 mars 2022 et n'aurait donc été relayé médiatiquement que plus d'un an après.
 - Il y aurait donc une corrélation directe et manipulatoire avec le débat sur la décision de réhomologation du pesticide en Europe
- Néanmoins, le vendredi 13 octobre 2023, au sein du comité permanent sur les végétaux (Scopaff), les Etats membres ont voté à huis clos contre le renouvellement de l'herbicide.
 - Pour que soit décidée la réhomologation, 15 des 27 États devaient voter en faveur.
 - Contrairement aux annonces de son ministre de l'agriculture, la France s'est abstenue, empêchant d'atteindre à la majorité qualifiée.
 - Rejointe sur cette ligne par la Belgique, la Bulgarie, l'Allemagne, Malte, et les Pays-Bas, la première puissance agricole de l'UE, la France, plaide pour que sa démarche soit "harmonisée au niveau européen" pour éviter toute concurrence déloyale, selon le ministre.
 - D'après Euractiv, l'Autriche, le Luxembourg et la Croatie auraient voté contre.
 - Il ne s'agit toutefois qu'un round préliminaire, au sein d'une instance technique de l'Union
 - L'autorisation actuelle du glyphosate dans l'UE expire le 15 décembre 2023 et une décision doit être prise avant.
 - Soit la Commission modifie sa proposition afin de s'accorder le soutien de majorité qualifiée, par exemple en prévoyant une extension pour 7 ans au lieu de 10 comme le préconisent certains États membres, dont la France.
 - Néanmoins, selon le porte-parole de la Commission, « Le texte qui a été voté aujourd'hui en commission sera le même texte qui ira en commission d'appel ».
 - Soit la Commission décide de prolonger seule automatiquement l'autorisation.
 - Ceci reviendrait à lui laisser l'entière responsabilité politique de la décision.
 - Et donc de permettre aux Etats de se défausser politiquement.

Pour l'heure : un autre vote est prévu pour novembre. Le feuilleton continue.